

Gorgier, le 11 février 2011

« Faux dans les titres »

Comment les mensonges délibérés de magistrats Deviennent de fausses vérités procédurales

Préambule

La dénonciation à mon encontre pour « faux dans les titres » a été engagée par Madame le Procureur Anne COLLIARD, sur dénonciation abusive et calomnie du Président Jean-Pierre SCHROETER, juge de la première heure.

Cette condamnation de « **faux dans les titres** » infondée se rapporte à une somme de CHF 20'000.- prêtée par une ex amie dont je détaillerai l'historique plus loin. Il faut savoir que c'est aussi sur la base de cette **fausse vérité procédurale**, que le Procureur Anne COLLIARD a justifié la présence du Ministère Public lors de mon procès pour obtenir la condamnation irréaliste prononcée.

Nous avons vu dans l'**appendice 3** que le juge Jean-Pierre SCHROETER n'avait pas hésité de plus à mentir sous serment au Tribunal, à inventer une situation abracadabrantesque de vol d'escalier, dans le seul but de « **contester mon honnêteté** » *comme il l'a reconnu ensuite chez le juge d'instruction après le dépôt d'une plainte contre lui pour calomnie et diffamation.*

Je pense qu'il n'est pas inutile de relever que ma condamnation usurpée, est le fruit d'un état d'esprit corporatif sous l'égide du parti PDC, puisque la Procureur Anne COLLIARD, le dénonciateur Jean-Pierre SCHROETER et le Président du Tribunal Jean-Marc SALLIN qui a prononcé la condamnation, sont tous trois membres de la « PDC-Connection ».

Faits :

Le 12 janvier 1995, le Président Jean-Pierre SCHROETER avait prononcé la séparation de corps lors de l'audience où lui avait été transmise notre convention notariée. Le Tribunal avait alors pris acte que nous demandions l'homologation de nos accords notariés.

Comme l'a démontré le Président du Tribunal VALLET, j'avais fait la connaissance de Colette RENFER en décembre 1994 après que mon ex épouse ait quitté le domicile conjugal et peu après et elle avait emménagé chez moi à Grattavache dans les mois qui ont suivi.

Quelques mois après son installation, Colette RENFER a accidenté sa voiture. Du fait d'un manque de liquidité à ce moment là, je lui avais prêté la somme de CHF 20'000.- nécessaire à l'achat d'un nouveau véhicule. Je lui avais avancé cette somme qui provenait de mes revenus depuis que nos accords avaient été réglés et que le juge nous avait confirmé que notre situation financière n'avait plus à être mise en commun à la suite de la demande en divorce.

Dès les premiers mois de cette procédure de divorce, compte tenu des pensions alimentaires à verser supérieures à ce qui avait été prévu dans nos accords et du fait aussi des premières contraintes financières dues aux procédures judiciaires et frais d'avocats, j'ai pris conscience que mon revenu n'allait pas suffire à assumer l'ensemble de mes charges qui comprenaient le crédit hypothécaire et l'entretien de la maison. Nous avons justement établi nos accords pour éviter ces difficultés.

C'est à partir de là et pour y remédier, que j'ai vu la nécessité de construire un pavillon sur ma propriété pour y habiter afin de pouvoir louer la villa et en retirer un substantiel revenu qui me permettrait de garder notre patrimoine familial, puisque ce point central était impératif dans nos accords.

Je disposais de bons de caisses d'un montant de CHF 100'000.- placés à terme au taux de 7 % dont le capital provenait de mes **apports** et que ni mon épouse qui avait un capital identique de son côté, pas plus que son avocat Me COTTIER du reste, n'avaient contestés.

Pour financer la construction du pavillon, je devais trouver CHF 20'000.- de fonds propres que j'aurais pu prélever sur les bons de caisse précités en rompant le contrat à terme, ce qui m'aurait occasionné une perte substantielle sur mon investissement.

Parallèlement à ce moment-là, Colette RENFER qui vivait avec moi, avait reçu un capital équivalent provenant de sa famille et qui n'était pas déclaré. On verra plus loin – outre l'oubli dû aux dix ou quinze années écoulées depuis les faits jusqu'aux déclarations faites soit au juge d'instruction, soit lors de mon procès – que cet aspect a peut-être aussi été la cause de la confusion et des déclarations peu précises faites par Colette RENFER concernant le prêt qu'elle m'avait octroyé.

Je lui ai donc proposé de me prêter le capital qu'elle avait touché et dont elle n'avait pas l'utilité dans l'immédiat et de lui rétribuer cet emprunt à hauteur de 7 % puisque de mon côté c'était ce que je touchais sur mon placement en bons de caisse.

C'est ainsi sur cette base qu'a été signé « **l'Accord entre Colette RENFER et Daniel CONUS du 22 septembre 1995** » (**annexe 1 en dernière page de cet appendice**) que le Président Jean-Pierre SCHROETER, la Procureur Anne COLLIARD et le Président Jean-Marc SALLIN, tous trois membres de la PDC-Connection, ont qualifié de « Faux dans les titres » pour me faire condamner ! Il faut préciser encore que cet accord avait été dactylographié à notre demande, par la fille de Colette RENFER.

Le 1^{er} février 2008 lors de mon procès, Colette RENFER a confirmé les faits et déclaré au Tribunal : « *Je crois que Daniel CONUS avait dit qu'il me donnerait quelque chose, s'agissant des intérêts* ».

Elle a en outre répondu ainsi aux questions du Président SALLIN : « *Je confirme tout ce que j'ai dit au Tribunal de la Veveyse le 8 septembre 1999. Je confirme mes déclarations faites au JI RAEMY le 26 octobre 2004. Je reconnais ma signature sur l'accord du 22 septembre 1995 que vous me montrez. Je ne sais plus qui a établi ce document. Il est possible que cela soit ma fille Séverine, il me semble que je lui avais demandé de faire quelque chose* ».

C'est ainsi sans relire ses déclarations datant de 10 ans pour les premières, qu'elle se souvenait de celles-ci dans leur ensemble, mais qu'elle n'avait plus souvenance des clauses de l'accord que nous avions conclu et qu'elle ne pouvait pas affirmer que c'était sa fille qui l'avait rédigé.

Il faut se placer dans le contexte de ce témoignage et savoir que Colette RENFER qui était assise, était **assaillie** par la kyrielle des défenseurs des plaignants, Procureur, Président et juges présents dans la salle, qui vociféraient debout autour d'elle pour certains, en lui posant leurs questions et en utilisant tous les moyens pour la déstabiliser.

Colette RENFER était à ce point paniquée, qu'à un moment la Procureur Anne COLLIARD lui a posé la question de savoir si elle se souvenait encore de la date de naissance de ses enfants...

Ce qui est tragique dans l'audition de ce témoin, c'est que les pseudo « Magistrats » tant avocat que Président, juges ou procureur, qui ont orchestré cette mise en scène grotesque et le harcèlement décrit, sous une pression impitoyable, n'avaient pour seul but que Colette RENFER donne les réponses qu'ils voulaient obtenir alors qu'elle-même ne savait plus à quoi elle répondait. Comme l'a relevé la Procureur, **elle n'était même plus capable de se souvenir de la date de naissance de ses enfants !**

Tout au long de l'audition et bien que je l'aie sommé à plusieurs reprises d'intervenir, mon « défenseur » Me Philippe BARDY a laissé cette corporation de vautours agresser leur proie pétrifiée et sans défense dans le seul but de nuire à mes intérêts. Ceci confirme là encore qu'il était leur complice et qu'il avait été nommé pour nuire à mes Droits et à mes intérêts.

J'ai relevé au 3^e paragraphe ci-dessus, que le capital de CHF 20'000.- que Colette RENFER avait touché de sa famille était non déclaré et que cette situation avait influé considérablement sur le comportement et les déclarations faites en justice par cette dernière.

Lors de la séance du 8 septembre 1999 du Tribunal Civil de la Veveyse, Colette RENFER avait déclaré qu'elle ne m'avait jamais prêté d'argent. De mon côté lors de cette même séance, j'avais confirmé que le versement des CHF 20'000.- de Colette RENFER correspondait au remboursement du montant nécessaire à l'achat de sa voiture, que je lui avais avancé.

Ces deux déclarations ne sont pas contradictoires avec les faits initiaux, mais ont été faites plus de 3 ans après que notre relation ait été rompue et alors que Colette RENFER ne vivait plus avec moi. La situation avait changé fondamentalement.

Il faut savoir qu'en 1995, lorsque j'avais avancé les CHF 20'000.- à l'amie avec laquelle je vivais, nos sentiments réciproques nous permettaient d'imaginer que nous allions passer la fin de notre vie ensemble. Il n'était donc pas question dans mon esprit d'imaginer que j'allais demander à Collette RENFER de me rembourser l'avance que je lui avais faite pour sa voiture. C'est dans cet état d'esprit également que je lui avais remis cet argent sans quittance à ma souvenance, bien que les choses n'aient jamais été dites clairement.

Contrairement au financement remis pour l'achat de la voiture, j'avais l'intention de rembourser à Colette RENFER, le prêt de CHF 20'000.- que je sollicitais de sa part pour financer les fonds propres du pavillon et c'est pour cette raison que nous avons conclu l'accord du 22 septembre 1995.

Notre relation n'a pas évolué comme nous l'imaginions et à mi 1996 nous nous sommes séparés. **Compte tenu de cette nouvelle situation, notre vie commune n'ayant duré qu'un peu plus d'un an seulement, nous avons convenu de compenser l'avance de CHF 20'000.- relative à l'achat de la voiture avec le prêt du même montant, accordé pour la construction du pavillon et de considérer que nous ne nous devons plus rien.**

C'est sur cette base qu'a été signé le deuxième « **Accord** » daté du 17 juin 1996 stipulant « *Par cet accord, Colette RENFER renonce au remboursement de CHF 20'000.- que Daniel CONUS lui a prêté au motif que ce montant sert à couvrir l'emprunt que cette dernière a obtenu de la part de Daniel CONUS pour s'acheter sa voiture* ».

Ainsi, lors de l'audition du 9 janvier 1996 devant le Président du Tribunal de la Veveyse Jean-Pierre **SCHROETER** – audition lors de laquelle le Président m'avait **intimé l'interdiction de parler** et l'obligation de ne répondre que par « **OUI** » ou par « **NON** » – les CHF 20'000.- que m'avait remis Colette RENFER correspondaient bien à un emprunt lié aux conditions de notre accord du 22 septembre 1995.

Ensuite, quand Colette RENFER a déclaré à ce même Tribunal le 8 septembre 1999 « *N'avoir jamais prêté d'argent à Daniel CONUS* » et que j'ai moi-même déclaré « *Il est exact que Mme RENFER ne m'a jamais prêté CHF 20'000.-, c'est moi qui les lui ai prêtés pour l'achat d'une voiture Elle me devait de l'argent et elle me l'a rendu* », la situation avait changé fondamentalement comme décrit plus haut, puisque notre liaison avait été rompue.

Il en était de même du reste dans les déclarations faites au JI RAEMY le 31 octobre 2003 ou le 26 octobre 2004.

Il n'y a donc jamais eu de mensonge ou de tentative de décrire des charges qui n'existaient pas en vue de réduire les acquêts comme l'a affirmé le Président Jean-Pierre SCHROETER, mais tout simplement une situation qui trois ans après avait totalement changé !

Quinze ans après les faits, on peut comprendre dès lors que cette situation ait été confuse pour Colette RENFER lorsqu'elle a été assaillie de question lors de son audition du 1^{er} février 2008. Ceci d'autant plus qu'elle était mise sous une pression considérable par les accusateurs, que dans son esprit elle pouvait encore être accusée d'avoir détenu de l'argent non déclaré et que de plus se remémorer sous une telle pression et en quelques instants, notre courte période de vie commune, nos accords initiaux, les changements d'accords après rupture etc., relevait tout simplement d'une mission impossible ! Lors du Théâtre de Guignols mis en place par le Président Jean-Marc SALLIN, Colette RENFER a été à ce point harcelée qu'elle ne pouvait même plus se souvenir de la date de naissance de ses enfants, comme l'avait relevé la Procureur Anne COLLIARD.

~~~~~

## Conclusion

Cette explication objective des faits réels nous démontre à nouveau que l'initiative de la dénonciation calomnieuse pour « faux dans les titres » provenait une fois de plus du Président Jean-Pierre SCHROETER qui s'est basé sur une instruction arbitraire faite lors de l'audience du 9 janvier 1996, lors de laquelle il m'avait interdit de parole. Voir **Appendice 3**.

C'est une nouvelle preuve formelle que Jean-Pierre SCHROETER a œuvré avec abus d'autorité pour parvenir aux objectifs que lui-même et son complice Anton COTTIER s'étaient fixés, en agissant avec pugnacité de manière partielle et arbitraire contre mes intérêts.

On peut considérer aujourd'hui que le Procureur Anne COLLIARD et les Membres du Tribunal SALLIN, se sont fait les complices des protagonistes précités par leur comportement inqualifiable lors de mon procès et tout particulièrement lors de l'audition décrite ci-dessus du témoin Colette RENFER où il était évident qu'ils avaient tout mis en œuvre pour que la Vérité ne puisse pas être mise en lumière et qu'ils puissent confirmer ma condamnation sur la base de leur **fausse vérité procédurale**.

La Procureur Anne COLLIARD déclarait dans un courrier du 19 décembre 2006, que le crime de « Faux dans les titres » était le chef d'accusation le plus grave dans les « Affaires d'Appel au Peuple ».

Extrait lettre du 19.12.2006 du Procureur Anne COLLIARD

**En l'espèce, l'infraction la plus grave a été commise par Daniel CONUS dans le cadre de la procédure de son divorce (faux dans les titres) jugée par le Tribunal de la Veveyse. Il s'agit donc de renvoyer l'ensemble de la procédure « Appel au peuple » devant ledit tribunal de répression, même si le plus grand nombre des infractions ont été commises dans un autre district (Sarine).**

C'est donc sur la base d'une interprétation erronée des faits, élaborée grâce à une interdiction de parole en audience, que le Président Jean-Pierre SCHROETER a fabriqué une nouvelle fois une **fausse vérité procédurale** et que ses complices du Ministère Public, Juges d'instruction, Juges de la Cour Pénale et Juges de la Cour cantonale d'appel se sont empressés de reprendre pour justifier leur acharnement arbitraire à mon encontre. Pour justifier aussi leurs appuis aveugles aux protagonistes du crime judiciaire perpétré contre moi.

Ces **complicités corporatives** nous confirment la puissance de frappe du crime judiciaire organisé, quand les « magistrats » deviennent **incapables d'appliquer leur devoir de fonction** pour répondre arbitrairement aux desideratas de leurs comparses.

Il a été mis en évidence à de nombreuses reprises que la séparation des pouvoirs n'est qu'une illusion balancée à la face des Citoyens pour leur clouer le bec, sans avoir à justifier les crimes que leurs auteurs « magistrats », complices des politiciens, commettent.

Ce comportement est digne des Dictatures qui viennent de tomber en Tunisie et en Egypte et les Dictateurs qui les appliquent auront tôt ou tard à répondre de leurs crimes. Il n'est plus tolérable que des Citoyens honnêtes soient séquestrés parce qu'il dénoncent des CRIMES que des membres du Pouvoir opèrent en toute impunité !

A quand la « Révolution du Jasmin » en Suisse ? Elle devient nécessaire pour sauver notre Démocratie !

~~~~~

Accord entre

Colette Renfer
Rte du Bugnon 9
1752 Villars-sur-Glâne
née le 05.04.1946

et

Daniel Conus
1624 Grattavache
né le 29.08.1949

En ce jour, Monsieur Daniel Conus emprunte à Madame Colette Renfer, la somme de frs 20'000.--, à un taux fixe de 7 %.

Ce montant est remboursable au 31.12.2000, capital et intérêts compris.

Toutefois, si Monsieur Daniel Conus venait à disparaître (décès, étranger ...) le montant susmentionné (capital et intérêts compris) doit être remboursé à Mme C. Renfer par les héritiers de M. D. Conus et ceci dans un délai de 3 mois suivant la disparition.

De plus, si Mme Renfer et M. Conus se séparent pour quelque raison que se soit, le capital ainsi que les intérêts doivent être remboursés à Mme Renfer dans un délai de 3 mois.

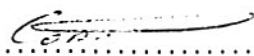
Villars-sur-Glâne, le ...22...09...95.....

D'un cummun accord :

Colette Renfer

Daniel Conus

.....C. Renfer.....

..........

Accord établi en deux exemplaires : 1 Mme C. Renfer
1 M. D. Conus